

Discours du Président James Michel au 4e Sommet des Chefs D'Etat et de Gouvernement de la Commission de L'océan Indien, Moroni, Comores

Samedi le 23 Août 2014

Monsieur le Président de l'Union des Comores,

Monsieur le Président de la Commission de l'Océan Indien,

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire Général de la COI,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de Missions Diplomatiques,

Honorables délégués,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs les Représentants de la Presse,

Mesdames et Messieurs,

Ce sommet est un moment capital, qui tout en nous mettant en face de notre destin de peuple libre, interroge également notre capacité à assumer ce destin. C'est un moment privilégié d'introspection qui nous renvoie à nos responsabilités individuelles et collectives. Il nous renvoie également au pacte qui nous lie les uns aux autres, autour des valeurs fortes que sont la fraternité insulaire, la complémentarité et la solidarité. Cette responsabilité, les Seychelles la partage pleinement.

C'est fort de cet engagement que je voudrais remercier au nom du peuple seychellois et en mon nom personnel le peuple et le gouvernement comorien pour leur hospitalité chaleureuse. Je les remercie aussi pour le soin particulier dont ils ont fait preuve dans l'organisation de ce sommet, et pour l'excellent travail effectué au cours de leur présidence de notre organisation.

Vous me permettez également de présenter mes compliments à l'ensemble des hautes personnalités venues participer à ce sommet, avec la foi inébranlable des bâtisseurs d'une véritable humanité faite de justice et de fraternité.

Je voudrais aussi rendre un hommage mérité au Président Hery RAJAORIMAMPINANINA pour son excellent début de présidence de la COI. Il n'y a guère de doute que sous cette présidence, notre organisation gagnera encore en vitalité et en visibilité.

Plus je voyage dans les autres îles de l'Océan Indien, plus je suis inspiré par une conviction profonde : nos destins sont indissociables ; notre avenir est commun. Nous puisons aux mêmes sources: une longue histoire, souvent entrelacée. Nous sommes réunis par l'essentiel : d'abord par l'océan Indien, notre patrimoine commun.

Il regorge d'énormes richesses qui en font une grande zone d'intérêt géostratégique. Bien exploitées, les richesses de notre Economie bleue représenteront de réelles perspectives de développement économique de la région. Notre océan pourrait être notre nouvel eldorado énergétique, d'opportunités d'emplois, pour peu que nous lui accordions toute l'attention qu'il mérite. C'est pourquoi nous devons conjuguer nos efforts pour en faire un secteur exemplaire de nos économies et de l'économie mondiale.

Voilà qui doit justifier notre impatience et toutes les attentes que nous plaçons dans la Troisième Conférence internationale sur les Petits Etats insulaires en développement, à Samoa.

Nous irons à cette conférence avec conviction et espoir. Nous parlerons d'une seule et même voix. Car notre consensus est construit pour l'essentiel sur la nécessité de promouvoir pour les petites îles, un nouveau modèle de développement plus ouvert et plus soutenable qui prend appui sur nos spécificités : un modèle qui reconnaît nos vulnérabilités ; un modèle qui apporte des solutions aux problèmes de dette et qui valorise le potentiel de notre économie bleue.

Mais dans l'attente de cette conférence, nous devons nous pencher encore sérieusement sur le dossier de la connectivité entre nos îles. Notre isolement, l'étroitesse de nos marchés et de nos routes aériennes régionales, sans compter la pauvreté des fréquences aériennes et maritimes, font de la question de la connectivité un défi réel pour notre développement.

Je suis heureux que nos ministres des Transports et du Tourisme ainsi que nos experts aient pris récemment à Mahé ce dossier à bras le corps. Je me félicite par ailleurs du plaidoyer émanant de cette conférence qui est porté à l'attention de ce Sommet et qui propose d'examiner les nombreuses opportunités de coopération qui peuvent être mises en place sur le court terme. C'est là, la preuve d'une solidarité agissante dans la sous-région.

L'enjeu pour notre région est la valorisation des liaisons aériennes régulières entre nos îles. Ce qui est valable pour l'aérien, l'est également pour la connectivité maritime dont l'insuffisance impacte lourdement le prix de nos denrées et limite les échanges inter-îles. Sa résolution doit donc avoir valeur d'urgence. Car sans la connectivité aérienne et maritime il n'y aura jamais d'intégration régionale ni de développement régional intégré.

Il en est de même de la question de la sécurité alimentaire qui est un défi récurrent, surtout dans ce contexte global de changement climatique. Actuellement nos îles importent l'essentiel de leurs produits des régions éloignées. Nous payons pour cela des frais de transport maritime qui représentent 30 à 40% du prix des produits vendus aux consommateurs. Nous devons mettre un terme à cette situation. A cette fin, nous devons mobiliser tous les acteurs économiques de la région pour le développement des énormes potentialités dont recèle Madagascar, avec l'aide de nos partenaires techniques et financiers. Mais cela doit se faire dans le strict respect des droits d'usage coutumier des terres des familles malgaches.

Mesdames et Messieurs

Vous savez tous comme moi, voire mieux que moi, que toutes ces initiatives de développement ne peuvent porter leurs fruits que dans un environnement de paix et de sécurité.

Sur le plan de la sécurité maritime, beaucoup a été fait, mais cela ne nous autorise pas à baisser les bras au risque d'être surpris par les pirates qui restent imprévisibles.

La piraterie – nous le savons tous – n'est que l'expression d'une action criminelle. Mais en plus de celle-ci, est entrée également en jeu une combinaison d'anciennes et de nouvelles menaces, tels que le trafic de la drogue et des personnes, le crime organisé, le terrorisme, etc. Autant de menaces qu'il nous faut apprivoiser et maîtriser. Ces activités criminelles sont des défis incontournables qui se posent en obstacle à l'action diplomatique et sécuritaire régionale.

Le suivi, l'analyse, le partage d'informations et du renseignement, et notamment le renforcement continu de notre capacité de mobilisation et d'action face à ces dangers, revêtent donc une grande importance. C'est le lieu pour moi d'annoncer à ce sujet que les Seychelles ont déjà lancé une initiative pour améliorer le partage des renseignements. Je voudrais donc saisir cette occasion pour réitérer encore l'importance qu'il y a de renforcer les capacités de nos Etats dans ce sens et de travailler tous ensemble et en bonne intelligence.

La mise en place de tous ces chantiers constitue le préalable à la création de cet espace économique et commercial compétitif et sécurisé que nous appelons ardemment de tous nos vœux.

Cet espace devra être ouvert, dynamique, créatif et capable d'offrir des perspectives inédites pour notre région, et au-delà de notre région. Il devra être un lieu d'investissements et d'échanges d'opportunités pour nos hommes et femmes d'affaires, pour nos entrepreneurs.

Je pense notamment à nos jeunes entrepreneurs qui sont en quête de nouvelles perspectives. Nous savons combien leurs attentes sont grandes. Les Seychelles voudraient donc profiter de cette opportunité pour inviter la COI à s'investir davantage dans le renforcement de cet espace de développement, au profit de notre jeunesse.

L'obstacle majeur que représente le déficit de connectivité, nous invite à faire encore plus d'efforts pour trouver les meilleures voies et moyens favorisant le rapprochement de nos jeunes, afin qu'ils se connaissent mieux et qu'ils partagent leurs expériences et leurs idées.

Dans ce contexte, nous proposons de multiplier les rencontres de nos organisations de jeunesse afin que nos jeunes puissent mieux se côtoyer et contribuer efficacement à la construction de l'indiaoncéanie de notre rêve.

Mesdames, Messieurs,

Les marins de chez moi disent que lorsqu'on ne sait pas vers quel port on navigue, aucun vent n'est le bon. Mais la COI sait où elle va.

Elle le sait et le fait si bien qu'elle est aujourd'hui désirée par d'autres Etats.

Certes nous devons rester attachés aux constantes immuables de notre organisation dans lesquelles l'identité de nos îles puise sa force et sa spécificité culturelle. Mais, à mon avis, le principe d'une ouverture mesurée et compatible doit être une constante dans toutes les initiatives que nous prenons et dans toutes les politiques que nous adoptons. Cette ouverture mesurée aux autres est vitale pour le progrès de notre organisation et de sa place dans le monde.

C'est ici le lieu pour moi de remercier le Secrétaire général Jean Claude de l'Estrac, pour son dynamisme et son engagement constant en faveur du rayonnement de notre organisation.

Je ne doute pas, qu'autant il a su faire en peu de temps de la COI un partenariat de référence, il saura aussi transformer la Francophonie en une grande famille porteuse d'espérance. Pour peu qu'on lui accorde cette chance. Je compte donc sur la famille COI, pour donner une issue heureuse à sa candidature au Secrétariat général de la Francophonie.

En formant le vœu ardent que notre ambition commune dresse les jalons d'une Indianocéanie de paix et de progrès, je souhaite plein succès à nos travaux.

Je vous remercie!